

Le néerlandais en chute libre à Bruxelles

La connaissance de la langue de Vondel chez les habitants de la capitale est passée de 33 % à 16 % depuis 2001.

Bruelles est une ville plus multilingue que jamais. Le baromètre linguistique que la VUB présente ce vendredi, le quatrième depuis 2001, confirme cette tendance.

Mais la principale leçon de cette étude financée par les autorités flamandes est certainement l'inexorable déclin de la connaissance du néerlandais. En 2001, 33,3 % des sondés affirmaient que leur maîtrise de la langue de Vondel était bonne ou excellente. Ils ne sont désormais plus que 16,3 %.

La démographie particulière de Bruxelles est une des raisons de ce déclin. Depuis 2000,

2,25 millions de gens sont arrivés dans la capitale, dont 1,87 million d'étrangers qui parlent peu le néerlandais et ne l'apprennent que rarement spontanément. Dans le même temps, 1,5 million d'habitants ont quitté la Région et parmi ceux-ci, la proportion de locuteurs néerlandophones est bien plus importante.

L'enseignement francophone est aussi responsable de cet appauvrissement de la pratique correcte du néerlandais dans la capitale. En 2018, à peine 7,8 % des moins de 30 ans ayant fréquenté une école bruxelloise francophone ont une maîtrise

correcte du néerlandais. Et pourtant son apprentissage est obligatoire pour les Bruxellois dès l'école primaire. Ce que ne manque pas de souligner Sven Gatz (Open VLD), ministre des Affaires bruxelloises au sein du gouvernement flamand : « *Je ne veux culpabiliser personne mais je trouve très inquiétant de voir que la connaissance des langues dans l'enseignement francophone est à un point historique-ment bas.* » Une faiblesse dans l'apprentissage des langues qu'on constate également pour l'anglais : 40 % des jeunes francophones le parlent, contre 70 % des Flamands. ■

L'école francophone, cancre en langues

► En 2001, un tiers des Bruxellois parlait bien ou très bien le néerlandais, ils ne sont plus que 16,3 % aujourd'hui.

► Le français, lui, s'est imposé comme lingua franca dans une ville plus multilingue que jamais.

En près de vingt ans, la connaissance du néerlandais a chuté à Bruxelles. C'est la conclusion la plus spectaculaire de la quatrième édition du baromètre linguistique élaboré

par Rudi Janssens (VUB), qui sera présenté officiellement ce vendredi.

1 Un Bruxellois sur six connaît le néerlandais En 2001, lors de la première enquête, ils étaient 33,3 % à affirmer avoir une connaissance « bonne » ou « excellente » de la langue de Vondel. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 16,3 % ! Une diminution de moitié qui se confirme si l'on observe la langue maternelle. En 2001, 9,3 % des Bruxellois avaient grandi dans une famille unilingue néerlandophone, ils ne sont plus que 5,6 % aujourd'hui - la part de sondés issus de fa-

milles bilingues français/néerlandais reste stable à 10 %. Une évolution spectaculaire (tant en chiffres relatifs qu'en chiffres absolus) qui s'explique d'abord et avant tout par la mutation démographique de la ville : depuis l'an 2000, 2,25 millions de gens sont arrivés à Bruxelles (dont 1,87 d'un pays étranger) alors que, dans le même temps, 1,5 million quittait la Région. Dans le top 10 des nationalités de migrants, on ne trouve désormais quasi que des ressortissants de l'UE (à l'exception des Marocains). Assez logiquement, ces femmes et hommes arrivent sans connaître un mot de néer-

landais et ne l'apprennent que rarement spontanément. À l'inverse, parmi les Bruxellois migrant vers des lieux wallons ou flamands ou décédés se trouvait une proportion plus importante de personnes maîtrisant la langue de Vondel.

2 L'enseignement francophone pauvre en néerlandais L'autre facteur de déclin du néerlandais est à trouver... dans l'enseignement francophone. Dans le premier baromètre, près de la moitié des personnes assurant maîtriser le néerlandais le devaient à l'enseignement. Mieux encore : 40 % d'entre eux avaient appris à conjuguer *zijn* et *hebben* à l'école francophone ! Aujourd'hui, un quart seulement de la maîtrise du néerlandais vient du parcours scolaire, un dixième seulement de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Des résultats particulièrement interpellants que confirment les réponses livrées par les moins de 30 ans. En 2001, 20 % des jeunes ayant fréquenté une école francophone de la capitale affirmaient maîtriser le néerlandais ; ils étaient 14 % en sortant d'un bahut wallon... Aujourd'hui, 7,8 % seulement des jeunes scolarisés en français à Bruxelles disent pouvoir s'exprimer en néerlandais, ils sont 8,9 % en Wallonie ! Certes, la maîtrise d'une langue ne dépend pas que des cours en primaire ou secondaire, mais cela commence par là... « *Je ne veux culpabiliser personne mais je trouve très inquiétant de voir que la connaissance des langues dans l'enseignement francophone est à un point historiquement bas* », commente Sven Gatz, ministre (Open VLD) des Affaires bruxelloises au gouvernement flamand. Et ce alors qu'à Bruxelles, l'apprentissage du néerlandais est obligatoire... Si la connaissance de l'anglais est meilleure (près de 40 % des jeunes francophones le parlent), elle n'en demeure pas moins nettement inférieure aux scores enregistrés en Flandre (70 %). Un signe de plus que l'apprentissage des langues dans les écoles francophones reste un défi majeur.

3 Le français incontestable lingua franca Depuis 1900, on parle davantage le français que le néerlandais à

Bruxelles. Une position dominante qui n'est pas près de changer : 87,1 % des Bruxellois le parlent bien ou très bien ; 73 % l'apprennent à la maison (52 % comme seule langue). C'est l'autre grande tendance de ce baromètre : au fil de l'ouverture de Bruxelles au monde et à toutes ses nationalités (moins de la moitié des Bruxellois sont nés belges), le français s'est naturellement imposé comme lingua franca. Un tiers des conversations entre amis se font en français uniquement, c'est la langue dominante dans l'horeca, les commerces. Alors que l'anglais garde son rang, maîtrisé par un tiers de la population, quel que soit le baromètre. Quant à l'arabe, que 20 % des Bruxellois affirmaient parler bien à très bien en 2003, il a été « rétrogradé » à 9,1 %, les chercheurs belges (mais le même phénomène a été constaté dans les banlieues françaises) ayant constaté que la langue évoquée était plutôt une construction linguistique intégrant des éléments d'arabe, de français, de néerlandais... S'il est utilisé dans les contacts entre Bruxellois qui ont grandi dans un milieu arabophone, la langue ne progresse guère au-delà.

4 Une envie de bilinguisme En filigrane de ce baromètre se dessine un Bruxelles multilingue. Celui d'une ville où l'on mélange les langues dans tous les quartiers. Celui d'un territoire où l'on passe d'une langue à l'autre dans l'administration, le secteur des soins de santé, sans trop se plaindre. Celui d'un marché du travail qui réclame des connaissances linguistiques pour 53 % des offres d'emploi (majoritairement le français et le néerlandais). Celui d'une population qui a soif de bilinguisme, voire de multilinguisme : la demande pour les cours de néerlandais explose, près de 90 % des personnes sondées rêvent d'écoles bilingues, rendues impossibles, pour l'heure, par

la législation qui range les écoles dans deux camps, le francophone ou le néerlandophone. Alors que le modèle actuel démontre ses limites au niveau des résultats. Las, les frilosités législatives et politiques sont loin d'être vaincues. La formation bilingue de profs est sur les rails mais, pour les élèves, on est loin du compte. « *Il faudrait généraliser les passerelles entre écoles* », insiste Rudi Vervoort, ministre-président (PS). « *Il faut regarder différentes initiatives. Comme l'immersion. Ou enseigner certaines matières dans l'autre langue. Ou les cours de remédiation* », propose Sven Gatz. Quid des écoles bilingues ? « *Je crois que ce n'est pas jouable politiquement parlant et que c'est trop difficile donc pas souhaitable tout de suite.* »

5 Une réalité en décalage avec les institutions Traditionnellement, le baromètre sonde aussi les répondants quant à l'institution ou le territoire auquel ils s'identifient. Bruxellois d'abord (et nettement), puis belge, européen et finalement francophone. Avec une « répulsion » affichée par un tiers des sondés pour les termes « flamand » ou « néerlandophone ». « *C'est une critique que le gouvernement flamand doit entendre*, reconnaît Sven Gatz. *On ne traite pas toujours Bruxelles en bonne connaissance des choses ni avec le pragmatisme, l'ouverture nécessaires. On doit en être conscient. Et l'on doit faire quelque chose de cette aspiration au bilinguisme exprimée par les citoyens. Il faut que le prochain accord de majorité régional y consacre un chapitre.* » A propos d'élections, il intéressera sans doute certains partis d'apprendre que seulement 0,4 % des francophones unilingues (et 4 % des bilingues) imaginent de voter pour une liste néerlandophone... ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

MÉTHODOLOGIE

Le baromètre linguistique (taalbarometer), c'est la référence en matière linguistique à Bruxelles. Réalisé par Rudi Janssens (Brio, VUB) et financé par les autorités fla-

mandes, il donne une photographie détaillée de la pratique des langues à Bruxelles et permet de suivre l'évolution (puisque l'on s'agit du quatrième baromètre depuis 2001). L'enquête est menée, en face-à-face, auprès d'un échantillon représentatif de la population bruxelloise majeure. Au total, 2.500 personnes sont interrogées, la marge d'erreur est de 2 %. Sont ici prises en compte les personnes déclarant avoir une connaissance « bonne » ou « excellente » d'une langue.

Connaissance bonne ou excellente de la langue

2001 - baromètre linguistique, en %



2018 - baromètre linguistique, en %



Connaissance des langues chez les moins de 30 ans selon l'enseignement fréquenté

■ 2001 ■ 2018 En %

Néerlandais - Enseignement francophone



Français - Enseignement néerlandophone



Apprentissage du néerlandais

■ 2001 ■ 2018 En %



LE SOIR - 141218
Source : Taalbarometer IV (2018)
Photo: Sylvain Piroux

gouvernance

L'étude qui balise la réforme

Pour Rudi Vervoort, le ministre-président bruxellois, « il est indispensable que nous ayons, entre partis, une vraie réflexion sur la gouvernance ».

R. SYLVAIN PIRAUX

Pas de fusion des communes mais un redécoupage de leurs frontières, le transfert de certaines compétences locales vers la Région, et une meilleure coordination des politiques communales. C'est, pour réformer Bruxelles, le plus petit dénominateur commun, entre les volontés politique et citoyenne d'une part, la faisabilité juridique de l'autre. C'est en tout cas ce qui ressort de l'étude sur la gouvernance à Bruxelles, réalisée par des chercheurs de l'ULB et la VUB à la demande du ministre-président, Rudi Vervoort (PS), que *Le Soir* a pu consulter.

Pas d'attachement particulier aux communes

L'opposition d'une majorité de mandataires à la fusion de communes est connue. La fronde est tout autant citoyenne : une petite majorité (54,7 %) des 1.000 Bruxellois interrogés plaide le statu quo, les autres s'éparpillent entre la fusion (21,3 %), la réduction du nombre à une petite dizaine d'entités ou... la création de 30 à 40 quartiers. Les citoyens reproduisent du reste les clivages du champ politique : les francophones y sont plus farouchement opposés que les néerlandophones et les Bruxellois de nationalité étrangère.

Pourtant, l'étude casse un cliché : l'attachement prétendument viscéral des Bruxellois à leur commune. « En réalité, commente Émilie Van Haute, présidente du département

de science politique de l'ULB et membre du Cevipol, on observe fort peu de différences entre la confiance envers la commune ou de la Région. » Pareil pour la connaissance des autorités : 58 % ont correctement cité Rudi Vervoort comme ministre-président, 56,2 % peuvent nommer leur bourgmestre. Par contre, un Bruxellois sur cinq ignore qu'il y a 19 com-

munes ; moins de la moitié peut les nommer toutes correctement – rattachant Woluwe-Saint-Etienne ou Crainhem à Bruxelles... Et l'échelon local sert légitimement de premier point de contact ; le balayeur de rue, l'agent de quartier et l'agent de prévention sont plébiscités comme les acteurs publics les plus abordables.

Pour une redistribution plus lisible

L'opposition du parlement et de la rue à la fusion est amplifiée par le droit... Pour fusionner les communes et la Région, il faut en effet une révision de la Constitution ; or, à part la N-VA, aucun parti n'est demandeur de lancer des revendications institutionnelles. Quant à l'idée de maintenir une commune (fruit de la fusion) aux côtés de la Région, elle contourne cet écueil mais paraît politiquement inexplicable...

En revanche, tant les élus que les électeurs plaident pour une redistribution plus cohérente et donc plus lisible des compétences, entre communes et Région. Dans le viseur : la mobilité, le stationnement, l'urbanisme, les espaces verts, la propreté, à organiser au niveau où c'est le plus efficace. Et, pour les matières qui resteront écartelées entre les deux échelons, une demande clairement exprimée des citoyens d'une harmonisation des politiques : mêmes taxes, mêmes tarifs de stationnement, de piscine ou de carte d'identité...

Dernière demande soutenue assez largement : le redécoupage des frontières communales, notamment pour éviter les mastodontes comme la Ville de Bruxelles ou corriger les aberrations historiques.

Evolution, pas révolution

Pas de quoi révolutionner la gestion bruxelloise ? « Il y a en tout cas une fenêtre d'opportunité pour commencer par ce scénario, qui réunit un large consensus », soulignent les chercheurs des deux universités. « Cette étude a le mérite de montrer ce qui est faisable à

l'échelle de la Région, souligne Rudi Vervoort. Ce sera un enjeu des négociations en vue de former le prochain gouvernement régional. Clairement, si nous en sommes, je mettrai cette étude sur la table. Il est indispensable que nous ayons, entre partis, une vraie réflexion sur la gouvernance. Le citoyen attend de nous une cohérence dans la gestion de Bruxelles. L'opinion publique bruxelloise est prête à ces changements. »

Le ministre-président entend ouvrir la discussion avec les municipalistes et les régionalistes de tous les partis – il a du reste tâté le terrain, en présentant ce jeudi l'étude aux ministres régionaux et aux bourgmestres, « pour qu'ils s'emparent de l'étude ». Sans tabou. Et de suggérer, par exemple, de lancer une étude sur le tracé des frontières communales.

Autre souhait nettement exprimé par la population bruxelloise : le décumul intégral entre les mandats communaux et régionaux ainsi que la réduction du nombre d'échevins. « Pareil, cela doit faire l'objet de discussions entre futurs partenaires de majorité », insiste Rudi Vervoort. Qui ne désespère pas de rallier les partis néerlandophones, arc-boutés sur leur représentation garantie (que ne remettent du reste pas en question les sondés), dans le cadre d'un paquet global de mesures de gouvernance. Pas de révolution, mais une évolution dans le cadre institutionnel étriqué bruxellois... ■

V.La.

MÉTHODOLOGIE

L'étude a été menée par le groupe DEGO (the Politics of Democratic Governance), de l'ULB et la VUB. Elle a été commandée, voici deux ans, par le ministre-président, Rudi Vervoort, afin de préparer une réforme de la gouvernance. Les chercheurs ont interrogé des mandataires locaux et régionaux au premier trimestre 2018, puis 1.000 citoyens bruxellois, en juin dernier, sur leurs attentes en la matière. L'étude brosse aussi une analyse de la situation existante. Et analyse la faisabilité juridique de chaque piste, essentiellement en vérifiant qui est compétent pour l'adopter – l'objectif étant de privilégier des réformes qui ne nécessitent pas de vote au fédéral et encore moins de révision de la Constitution.